

## PRISE DE PAROLE 14 DECEMBRE 2019

Ce vendredi 14 décembre, nous sommes de nouveau réunis à l'appel de la CGT et de la FSU afin de défendre les mêmes revendications sur les questions principalement de salaire et de pouvoir d'achat.

Le nouveau monde du Président Macron tremble sur ses bases au bout de dix-huit mois seulement. Le nouvel astre de notre vie publique s'avère n'être en fin de compte qu'une banale météorite de plus. Les coups sévères portés contre notre modèle social et nos acquis préconisés par l'expert Macron, puis le conseiller présidentiel Macron, orchestrés par le ministre Macron, décidés par le candidat puis président Macron, tout au long de ces dix dernières années, auront au final tant fracassé notre société que cela a fini par l'expression d'une colère légitime de salariés et concitoyens de notre pays.

Les revendications et les valeurs portées par les syndicats, leur opposition aux politiques menées qui privilégient les plus aisés, se révèlent au final non pas démodées, mais d'une brûlante actualité : on les retrouve au cœur des revendications des salariés et citoyens en colère.

Face à cette colère qui s'étend (salariés, chômeurs, retraités, lycéens, etc.) le gouvernement s'enferme dans sa politique de casse sociale et à répondu par une répression policière inacceptable à l'égard de la jeunesse qui se mobilise contre Parcoursup et la réforme Blanquer. La CGT et la FSU s'indignent et condamnent fermement l'attitude du gouvernement qui répond par la répression policière aux revendications qui s'expriment diversement dans tout le pays.

Lundi dernier les pauvres ont eu droit à quelques miettes tandis que les riches n'étaient ni sollicités ni inquiétés. Nous avons entendu un parfait discours d'injustice social prononcé sur un ton compassionnel. Rien qui ne puisse convaincre ni apaiser la France qui souffre. Emmanuel Macron et son gouvernement n'ont toujours rien compris : le cap libéral et l'austérité sont maintenus. Dans une allocution enregistrée de 13 minutes, le président de la République s'est livré à un véritable exercice d'enfumage !

Une opération de communication alliant menaces, misérabilisme et mea culpa hypocrite, dès les premières minutes de son intervention.

Multiplication de tours de passe-passe, de vieilles recettes d'un vieux monde qui poursuit une politique d'austérité subie depuis 40 ans.

Le président tourne le dos aux revendications légitimes des salariés du privé et du public, des privés d'emplois, des jeunes et des retraités.

Rien pour le point d'indice des fonctionnaires, au contraire de graves menaces sur les services

publics.

Rien pour les jeunes qui subissent des violences et une répression inacceptables, l'inégalité d'accès aux études demeure la règle.

Rien sur les salaires et la reconnaissance des qualifications et de l'expérience professionnelle.

Rien sur la justice fiscale et rien sur l'ISF et le CICE.

Rien pour l'augmentation du Smic. Les 100 euros pour les travailleurs payés au smic, sans 1 euro pour l'employeur, ne sont qu'une anticipation de l'augmentation de la prime d'activité, déjà prévue dans le budget du gouvernement.

Rien pour la revalorisation des pensions limitée à 0,3% alors que l'inflation va dépasser les 2% en 2019.

Rien pour les privés d'emplois mais, au contraire, la poursuite de la remise en cause de leur indemnisation.

Rien à payer pour le patronat, une prime de fin d'année au bon vouloir du patronat et défiscalisée ; l'augmentation des salaires compensée par la CSG ; les heures supplémentaires désocialisées.

Cap gardé sur les réformes engagées de l'assurance chômage, les retraites et la réforme de l'État. Les grands épargnés de ce discours sont les actionnaires, le patronat et les plus riches : aucune contribution ne leur est imposée.

#### **Pour la CGT et la FSU les revendications auxquelles il faut répondre sont :**

- Pour l'augmentation du pouvoir d'achat par la revalorisation des salaires par des négociations dans les entreprises, des retraites, des allocations et minima sociaux, sacrifiés depuis des lustres à l'autel de l'orthodoxie financière.
- Pour la sécurité sociale, pilier central de notre modèle social ! Que chacun continue à percevoir ce dont il a besoin, cruellement besoin par les temps difficiles que nous traversons, et que chacun y contribue à hauteur de ses moyens.
- Pour une société où une place est faite à chacun, où chacun peut réellement imaginer et se construire un avenir digne. Ce qui passe par un système éducatif de qualité, où chacun a effectivement accès à une formation de qualité et accessible à tous, tout au long de la vie et sous toutes ses composantes : maternelle, enseignement primaire, secondaire et supérieur, formation professionnelle. Que chacun ait un toit sur la tête, comme le promettait le candidat des promesses populistes, le président des riches.
- Pour des services publics de qualité accessibles à tous et au service du bien commun, que chacun finance à hauteur de ses moyens.
- Pour une justice sociale et fiscale plus juste par en premier lieu le rétablissement de l'ISF
- Pour une réelle prise en compte des enjeux environnementaux et écologiques.

Laissons le fantasme de la *start-up nation* de côté, elle laisse trop d'entre nous sur le bord de la route, dans le fossé, sur le trottoir, dans le caniveau. Faisons société, redonnons corps au vivre ensemble autour de valeurs et d'idéaux partagés, et sensés être garantis par la Constitution et défendus par nos institutions. Ce n'est qu'une question de volonté, de choix, pas de moyens. Car les moyens existent. Ils sont juste accaparés, confisqués, ou détournés par quelques uns pour assouvir des besoins et ambitions égoïstes, s'offrir à bon compte un nouveau service de table ou changer les tentures.

Oui, il est juste et légitime de revendiquer tout de suite une hausse nette et significative des salaires, tous les salaires, à commencer par le Smic. Ce dernier a besoin non pas d'un coup de pouce, que nos dirigeants s'accordent continûment à refuser, mais d'un franc coup de main, tout de suite. Ce n'est pas de trop pour pouvoir vivre dignement. N'oublions pas nos aînés, qui après une vie de labeur donnent encore tant à leurs familles, à leurs proches, au monde associatif, à la société : il est juste et légitime de leur rendre respect, de revaloriser leurs retraites et pensions, de rétablir leur indexation sur l'inflation, de supprimer cette Csg retraités qui fait les poches aux modestes, qu'ils sont pour la plupart. Rejetons à jamais les velléités d'extinction des pensions de réversion, projet injuste et illégitime visant, au nom de l'orthodoxie financière, à sanctionner une seconde fois pour l'essentiel des femmes qui ont déjà consacré, à titre bénévole, une part conséquente de leur vie à leur famille, et les priver ainsi des moyens de vivre dignement leurs vieux jours. Les perspectives des futurs retraités ne sont pas plus brillantes : le projet de réforme des retraites vise à rendre impossible tout déficit à venir des régimes de retraite : chaque année, les sommes effectivement disponibles seront réparties au prorata du montant des cotisations effectivement versées. Les salaires modestes, les carrières incomplètes ou à temps partiel, c'est l'assurance de n'avoir plus tard que les miettes pour vivre. Nous revendiquons le maintien du système de retraite par répartition, seul capable de garantir à chacun une retraite digne.

Oui, il est juste et légitime de revendiquer de pouvoir vivre dignement. Or les salaires, allocations et retraites stagnent ou régressent, et satisfaire nos besoins élémentaires nous coûte de plus en plus cher. Certes, il est possible de réduire encore nos dépenses alimentaires, de manger moins, ou moins bien, de nous affamer, en dépit des conséquences que cela peut engendrer sur notre santé à plus ou moins long terme. Mais on doit se loger, et le logement peut désormais peser jusqu'à 48 % du budget (pour le quart le moins riche des ménages). Les pouvoirs publics se refusent à peser sur l'envolée irrationnelle des loyers et du prix du foncier, qui désormais nous rejettent loin des villes, nous ghettoïsent. L'urgence impose non de baisser les aides au logement de 5€, pas plus que d'en exclure une part conséquente des salariés, retraités et étudiants modestes. Il faut au contraire rendre le logement de qualité accessible à tous au nom, pourquoi pas, du droit opposable au logement, dont nous constatons que les pouvoirs publics n'ont cure. Il

faut aussi rompre avec une organisation des territoires qui ne répondrait qu'aux enjeux économiques en mettant à mal la qualité de vie, le vivre ensemble et la solidarité.

Concernant le poids sans cesse croissant des nouveaux besoins que nous ne contestons pas, il faut bien vivre avec son temps, mais qui nous sont sans cesse moins accessibles. Or l'état a engagé une énième transformation des services publics, leur « digitalisation » : d'ici la fin du quinquennat, l'accès aux services publics passera nécessairement par l'internet. Les offres des opérateurs, par ailleurs propriétaires de groupes de presse et de communication, pèsent de plus en plus lourd sur nos frêles budgets ; la fracture numérique, ce n'est pas seulement la disponibilité des moyens techniques, c'est aussi être en capacité de payer les factures qui vont avec. Comment faire face, ainsi qu'aux échéances des assurances, des crédits, des factures d'énergie, si ce n'est qu'en étant mieux rémunérés car nous le méritons bien, non ?

Oui, il est juste et légitime de se soigner. Ce qui suppose que l'offre de soins soit disponible sur tout le territoire, et nous aurions su combien le médecin disponible est rare. Et cher, dépassements d'honoraires et autres enveloppes plus ou moins discrètes étant désormais monnaie courante. La généralisation de la complémentaire santé ces vingt dernières années n'a pour objet que de permettre l'extinction de la sécurité sociale et de sa branche maladie, en transférant une part croissante des remboursements à ces complémentaires santé. Banques et assurances n'ont cessé d'imposer leur emprise sur ce secteur oh combien crucial afin de prospérer davantage. Augmenter le pouvoir d'achat des plus modestes en baissant les cotisations sociales, comme le font actuellement pouvoirs publics et patronat, est dans leur intérêt et pas celui des salariés. Non seulement les employeurs nous spolient de la part de salaire socialisé correspondant aux cotisations, mais cela augmente d'autant notre « reste à charge », donc soit la facture présentée par le professionnel de santé, soit le montant de notre cotisation « complémentaire santé », agrémentée le cas échéant d'une hausse des impôts pour remplacer la participation de l'employeur à la solidarité nationale. Rendons donc à la sécurité sociale toute sa place, allons vers le 100 % sécu : elle a notre seul bien commun comme objectif, et des coûts de fonctionnement 10 fois plus modestes. C'est la garantie d'avoir mieux et plus, donc le choix de la raison.

Oui, il est juste et légitime de revendiquer, comme l'exige les salariés et nos concitoyens en colère, une société plus juste, avec des perspectives réelles pour tous, une place et un avenir pour chacun. De promouvoir et privilégier le bien commun, le bien-être ensemble, donc d'affronter les lobbies et les intérêts particuliers, en développant les services publics nécessaires à l'atteinte de ces objectifs, en prélevant où il se doit les moyens nécessaires, au hasard parmi les 100 milliards de niches fiscales, en rendant prédominant la progressivité des impôts, qui devront être substitués aux taxes injustes par essence.

Les OS présentent ce jour s'engagent à poursuivre la lutte temps que les revendications des salariés, des retraités, des jeunes, et des privés d'emploi ne seront pas entendues par le patronat et le gouvernement.